



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

aide au développement

Question au Gouvernement n° 2415

Texte de la question

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

M. le président. La parole est à M. Jean-Marie Tetart, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean-Marie Tetart. Monsieur le Premier ministre, ma question porte sur la dégradation de notre politique d'aide au développement, dont nous pouvions pourtant être fiers autrefois. Avec les acteurs de l'aide publique au développement, je suis en effet inquiet du désengagement français, car une réduction de 89 millions d'euros est prévue en 2015. Je suis encore plus inquiet de la dégradation croissante de l'aide en santé, alors que l'épidémie d'Ebola devrait nous conduire à l'accroître et aussi que nous nous apprêtons à célébrer le deuxième anniversaire de la résolution de l'ONU sur la couverture universelle, défendue par la France. Je suis inquiet aussi de la récupération, comme variable d'ajustement budgétaire, de la « taxe Chirac » consacrée à la tuberculose, au paludisme et au sida. Enfin, je m'inquiète de l'avenir des programmes Muskoka, dédiés à la santé maternelle et infantile, et des programmes GAVI, consacrés à la vaccination.

La France est pourtant le quatrième contributeur souverain au programme GAVI pour la période 2011-2015, avec 360 millions d'euros. GAVI est unanimement reconnu pour son impact sur la santé des mères et des enfants, car il permet une réduction drastique du prix des vaccins. Les résultats sont probants : le prix du vaccin pentavalent a été réduit de 65 % par rapport à 2003, et Sanofi Pasteur a investi 25 millions d'euros pour doubler la production du vaccin contre la fièvre jaune suite à une sollicitation de GAVI. Au mois de janvier prochain sera fixée la reconstitution des ressources pour la prochaine période quinquennale, afin de vacciner 300 millions d'enfants, majoritairement dans des pays qui sont des bénéficiaires prioritaires de l'aide française.

Nous vivons donc un moment crucial pour la santé mondiale. Dès lors, qu'attendre de la France ? Honorera-t-elle en 2014 son solde d'engagement de 27 millions d'euros envers GAVI ? Prendra-t-elle de nouveaux engagements pour la période 2016-2020, et à quelle hauteur ? Qu'attendre d'elle pour la poursuite du programme Muskoka après 2015 ? Moins d'argent pour la santé aujourd'hui, c'est davantage de dépenses pour l'urgence et l'aide au développement demain. Pensez-y, monsieur le Premier ministre ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes.

Mme Marisol Touraine, ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes. Vous avez vous-même indiqué avec force, monsieur le député, que la France développe des programmes sanitaires extrêmement importants en faveur des pays du Sud. L'aide au développement consiste pour l'essentiel en programmes en matière de santé. Vous en avez évoqué plusieurs, j'aurais pu en ajouter d'autres.

De ce point de vue, vous me permettrez de saluer la très grande qualité de la coopération interhospitalière qui

est par exemple menée par le groupement d'intérêt public Esther, qui permet à des praticiens d'hôpitaux français de se rendre dans les pays du Sud afin de soutenir le développement d'hôpitaux, en particulier en Afrique mais aussi ailleurs.

Une épidémie d'Ebola touche actuellement l'Afrique de l'Ouest. L'engagement de la France est tout à fait exemplaire : elle est l'un des pays qui se trouvent à la pointe de ce combat. En Guinée, où le Président de la République s'est rendu il y a peu, ce sont 170 millions d'euros qui sont engagés pour faire en sorte que la maladie recule et que les associations – je salue tout particulièrement la Croix-Rouge et Médecins sans frontières – soient pleinement soutenues. Nous mettons en place des centres de traitement et des centres de formation pour les soignants.

Les engagements pris par la France sont mondialement reconnus, monsieur le député, et vous pourriez vous réjouir de cette implication. Ces engagements seront tenus. L'aide au développement et ses objectifs seront respectés par notre pays. Je veux vous dire, monsieur le député, qu'à ce moment difficile pour la France sur le plan financier, nous assumons nos engagements vis-à-vis des pays du Sud et respectons l'exigence de solidarité. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Marie Tétart](#)

Circonscription : Yvelines (9^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2415

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires sociales, santé et droits des femmes

Ministère attributaire : Affaires sociales, santé et droits des femmes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 décembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 décembre 2014](#)